

**SCENARII DE LA CRISE EURO : QUELLES
INCIDENCES SUR LE MAROC ?**

Rabat, 26 Janvier 2012

Monsieur le Directeur Général de l’IRES,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je suis particulièrement heureux de me retrouver parmi vous à l’occasion de ce séminaire sur le thème « scénarii de la crise de la zone euro : quelles incidences sur le Maroc ? ».

Ce thème revêt évidemment une importance majeure aussi bien dans sa dimension économique, financière, sociale qu’institutionnelle.

Aussi, je profite de cette occasion pour saluer l’IRES de cette initiative. L’IRES nous a toujours habitués à des réflexions de fonds sur les mutations que connaît notre pays, en termes social et économique et ce dépendamment de son contexte régional et international.

Mesdames, Messieurs,

La crise économique et financière mondiale a certes eu des impacts sur la zone euro.

La crise de l’Euro est comme en 2008 aux USA, une crise de la dette. Mais elle a en Europe une triple dimension : politique dans la mesure où elle s’est traduite par une incapacité des dirigeants de la zone euro à apporter une réponse cohérente et coordonnée aux difficultés de plusieurs pays européens. Ceci s’est traduit par une crise de confiance vis-à-vis des institutions européennes et surtout vis-à-vis de l’euro, alimentée par des attaques spéculatives contre cette monnaie entraînant un affaiblissement de celle-ci.

Cette crise est ensuite budgétaire, au sens keynésien du terme.

Enfin, la crise est également bancaire dans la mesure où elle fragilise de nombreuses institutions majeures en Europe. *Les banques en 2008 se sont financées auprès des Etats à des taux réduits et ont ensuite prêté à des Etats potentiellement risqués (Grèce, Portugal) à des taux de plus en plus élevés jusqu’au moment où ces Etats se sont retrouvés étranglés par le poids de la dette et ont menacé de faire défaut. Cette crise, au-delà de la dette, révèle également le rôle des agences de notation et montre à quel point celles-ci déstabilisent à la fois les Etats lorsque ceux-ci sont dégradés et le fonctionnement des marchés.*

Le prolongement de la crise et l'éventuel éclatement de l'Euro, sous entendent une aggravation des tendances économiques actuelles à savoir un renchérissement des cours des matières premières et un ralentissement de la demande mondiale. Ce scénario s'inscrit dans un contexte de guerre monétaire sur l'autel de l'affrontement économique Americano-Chinois qui traduit une mutation de l'économie mondiale: la hausse du coût de l'énergie induit une mutation technologique profitable aux USA et qui l'aidera à redorer sa compétitivité et son accès privilégié aux ressources. Nous pourrions ainsi observer pendant un certain laps de temps une hausse des cours des produits agricoles et des fertilisants.

Ce scénario ainsi décrit est un effet pervers de la mondialisation et pourrait finalement aboutir au renforcement des ensembles économiques régionaux, au détriment du modèle planétaire actuel.

À ce titre et pour l'heure, force est de constater que, quand l'Europe est en crise, le Maghreb en subit les contrecoups. Mais de manière contrastée. Selon certaines analyses, le choc serait plus conséquent pour le Maroc et la Tunisie que pour les pays pétroliers, l'Algérie et la Libye.

Ainsi, s'agissant de l'impact éventuel sur l'économie marocaine, il n'y aurait pas de risque de contagion de notre système bancaire dans la mesure où il est très peu intégré au système international et où notre politique de change est assez restrictive. L'endettement public est relativement maîtrisé; il faudrait néanmoins surveiller le déficit budgétaire et entamer les réformes qui s'imposent. En revanche, cette crise de l'euro préfigure une récession économique dans la zone dont les signes annonciateurs sont déjà là: politiques d'austérité, chômage en hausse, contraction de la demande intérieure, etc.

Ce qui pourrait impacter le Maroc à quatre niveaux: la baisse de la demande extérieure adressée au Maroc; la baisse des recettes touristiques; la baisse des transferts MRE et la baisse des flux d'investissements étrangers. Aussi, au terme des 9 premiers mois de l'année 2011, on a pu constater une évolution positive des exportations marocaines, mais à une vitesse nettement plus ralentie que celle d'il y a un an. Par ailleurs cette hausse de la valeur des exportations tiendrait beaucoup plus au renchérissement de certains produits sur les marchés internationaux que d'une réelle expansion des volumes importés.

En réalité, le véritable problème de notre économie réside dans l'accroissement constant du déficit de la balance commerciale et son corollaire, la dégradation du taux de couverture sans oublier la détérioration de la balance des paiements.

Les causes sont multiples. Elles sont conjoncturelles tout d'abord: la dépendance croissante du Maroc en particulier pendant les années de sécheresse; une demande extérieure qui a fléchi avec la crise économique mondiale, sur le marché des produits manufacturés et les produits agricoles à haute valeur ajoutée; et les fortes fluctuations des prix des phosphates sur les marchés internationaux.

Il y a ensuite des raisons structurelles à ce creusement du déficit. La première est à rechercher au niveau de la capacité de l'économie marocaine à développer une offre de produits qui soit avantageuse aussi bien en termes de prix que de qualité. Les résultats enregistrés jusque-là montrent que les activités d'exportation peinent encore pour atteindre les niveaux d'efficacité, de performance et productivité leur permettant de relever le défi de la compétitivité sur les marchés internationaux. Au plan des structures de production, l'offre disponible demeure encore peu diversifiée par comparaison aux possibilités que présentent les marchés extérieurs. A titre de comparaison, le Maroc exporte 42 produits par million d'habitants, contre 130 pour la Tunisie et 160 pour la Malaisie (Banque mondiale). Enfin, la baisse continue du taux de couverture peut également s'expliquer par la faiblesse de la diversification au niveau des marchés sur lesquels ces produits sont écoulés.

Mesdames, Messieurs,

Le gouvernement a lancé en 2009 le plan Maroc Export Plus, une stratégie globale visant à combler le gap de compétitivité par rapport aux pays concurrents, à diversifier l'offre exportable et à investir de nouveaux marchés. Sur un autre plan, la dynamisation des exportations marocaines pourrait se faire à travers notamment la maturation en mars prochain de l'ALE signé avec l'UE. En outre, la crise en Europe pourrait être profitable à un redéploiement industriel régional sur le modèle de l'Europe de l'Est avec l'Allemagne. A titre d'exemple, le secteur textile ou l'industrie du luxe pourrait tirer profit de certains atouts naturels dont jouit le Maroc (proximité géographique avec l'UE). L'agro industrie pourrait également profiter du nouvel accord en cours de ratification avec l'UE. D'autres secteurs pourront se développer, tel que les métiers mondiaux du Maroc (MMM) ou encore, à plus long terme, les secteurs liés à l'énergie «verte» (solaire, éolien, etc.). Ce qui aura également pour effet de limiter la dépendance énergétique du Maroc vis-à-vis des énergies fossiles et réduire la facture énergétique du pays.

Il convient toutefois de rappeler que 75% en moyenne des exportations marocaines sont destinées au marché européen (sur la décennie 2000-2010). Ceci souligne la forte sensibilité de l'économie nationale à l'évolution de la conjoncture qui prévaut dans ce groupement. Notre très faible part de marché, moins de 0,5%, relativise toutefois notre dépendance vis-à-vis de l'économie européenne en période de crise.

Aussi, le patronat souhaite que malgré la crise et dans la mesure où nos partenaires le permettent, le volet économique du statut avancé du Maroc avec l'Union européenne soit mise en oeuvre. Le processus de convergence vers les règlements du marché unique Européen est en soit plus important sur le plan économique que l'objectif lui-même: c'est le processus de convergence qui permettra la cohérence économique et les gains de productivité, à l'instar de ce qui se passe actuellement en Turquie.

Par ailleurs, et dans un souci de diversification, Le Maroc peut et doit profiter de son positionnement géographique afin de s'ouvrir vers d'autres pays de la région méditerranéenne et du Golfe, mais aussi accentuer son ouverture outre-Atlantique et vers l'Afrique.

À ce titre, le Maroc, à travers des secteurs dynamiques, notamment celui de la banque-finance mais aussi celui des télécoms ouvrent de réelles potentialités pour l'ensemble de nos entreprises.

La dynamique des entreprises marocaines sur le continent africain est sans précédent et la présence effective et très remarquable de plusieurs banques marocaines (BMCE, Attijariwafa bank, Banque Populaire, etc.) dans plusieurs pays africains, ont contribué à asseoir la notoriété du Maroc en tant que référence régionale dans la banque de détail.

Il faut dire aussi que le secteur financier a contribué également à faire du Royaume non seulement une destination pour les investissements, mais également une terre d'accueil pour les entreprises africaines en quête de cotation boursière, un pays de domiciliation des plus grands cabinets d'expertise juridique ou de logistique que suppose précisément l'émergence du Maroc en tant que plateforme financière régionale.

Le réseau des banques de détail Marocaines en Afrique pourra permettre une internationalisation de nos champions nationaux. Pour ce faire, le Maroc va devoir s'engager dans une nouvelle stratégie d'accélération de sa croissance et de son développement.

C'est pourquoi, la CGEM a engagé une réflexion d'avenir afin de regarder plus loin, plus haut et de définir sa vision 2020 pour le Maroc et ses entreprises. Si nous devons résumer cette vision 2020, ce serait de compléter le dispositif économique actuel en repositionnant l'export au centre de toute politique économique au Maroc. Il s'agirait par exemple de définir une politique économique globale, jusque dans ses aspects urbanistiques et logistiques, qui fasse une part plus belle à la reindustrialisation de notre économie.

Mieux vaut y réfléchir dès à présent et proposer une vision de l'avenir économique de notre pays, située dans cette perspective.

Cette réflexion du patronat s'inscrit pleinement dans notre débat de ce jour.

Mesdames, Messieurs,

Qu'il me soit permis d'utiliser cette tribune pour remercier l'IRES d'avoir suscité le débat sur un fait majeur de l'économie mondiale et qui je l'espère nous permettra de conclure cette journée par des recommandations pertinentes.

Je vous remercie de votre écoute.